

L'AMITIÉ FRANCO-TCHÉCOSLOVAQUE

B U L L E T I N
DE L'ASSOCIATION FONDÉE EN 1949

19ème année - N° 5

Décembre 1968



COMPTE COURANT POSTAL : 4109-92 PARIS

Prix du numéro = 1 F

Abonnement d'un an = 5 F

L'AMITIÉ FRANCO-TCHÉCOSLOVAQUE A CERNAY

Soixante-deux combattants tchécoslovaques reposent au cimetière militaire de Cernay. Les pèlerinages réguliers des survivants conduits par le porte-drapeau du Groupe de l'Est, M. KRATOCHVIL, ont entretenu des liens d'amitié entre la population de cette commune du Haut-Rhin et la Tchécoslovaquie. Ces liens se sont naturellement encore resserrés à la suite de l'invasion russe et c'est ce qui a donné l'idée à M. HERRGOTT, maire de la ville, de créer à Cernay, en liaison avec M. KRATOCHVIL - un de nos adhérents de la première heure - une section locale de l'Amitié franco - tchécoslovaque. Nulle date ne pouvait mieux convenir que le 11 novembre 1968.

Dès la veille au soir, les réjouissances commémoratives de la victoire battaient leur plein dans la salle des fêtes. L'arrivée de la délégation des Volontaires et de l'A. F.-T., saluée par le premier magistrat municipal, provoqua de la part de l'assistance, évaluée à plus de six cents personnes, une ovation inoubliable; après quoi, le maire de Cernay annonça officiellement la fondation de la section locale de notre association.

Le lendemain matin, l'office religieux fut suivi d'un dépôt de gerbes aux monuments aux morts du cimetière et de la ville. Un orchestre aussi étoffé qu'exercé exécuta un "Kde domov můj" d'une exceptionnelle qualité. La présence de M. ESCANDE, Préfet du Haut-Rhin, et une allocution de M. HERRGOTT achevèrent de donner tout son lustre à la cérémonie. Notons que M. ESCANDE tint à saluer spécialement notre ami Vaclav FAUCHER dont il avait bien connu le père lorsqu'il était Préfet des Deux-Sèvres.

La municipalité avait tenu à inviter les délégations à déjeuner. Ce fut l'occasion de recueillir de nombreuses adhésions à l'A. F.-T. et d'échanger toasts et présents. Tous les nouveaux adhérents reçurent un exemplaire de la plaquette éditée à la mémoire de notre président fondateur, le Général FAUCHER, M. SPUR et le Major VOJTASEK, délégués par l'Ambassadeur de Tchécoslovaquie en France, remirent un cristal de Bohême à M. le Maire ainsi qu'un album de photographies sur Prague au délégué des volontaires et au Vice-président de l'Amitié franco-tchécoslovaque, M. JACHYM, de Belfort, militant syndicaliste de la C.F.T.C., résuma à merveille le sens de ce don au cours d'un toast où il déclara notamment : "C'est le seul et considérable bénéfice de l'invasion russe que nous puissions désormais, vous, représentants de l'Ambassade, et moi, énigré, nous assoir à la même table et nous comprendre". Mais ne parle-t-on pas à Prague de renouveler de fond en comble le personnel diplomatique tchécoslovaque, notamment celui qui est en poste dans les pays occidentaux et qu'on juge trop peu sûr ? Si M. SPUR et le Major VOJTASEK devaient être victimes de cette épuration et se voir rapatriés, ils seraient regrettés.

Il appartenait à M. HERRGOTT, maire de la ville, et à M. GUTHAPPEL, son adjoint, de saluer les hôtes de la commune par des allocutions dont la cordialité alla droit au cœur des invités. M. STRIZ et M. KRATOCHVIL les remercièrent au nom des Volontaires et de l'A. F.-T. Puis notre ami Vaclav FAUCHER se leva à son tour et présenta aux convives l'Amitié franco - tchécoslovaque, son passé, ses activités présentes, ses attaches, ses objectifs. Il le fit en insistant sur la trahison de Munich, dont l'A. F.-T. a vocation

d'entretenir et de diffuser le souvenir douloureux et fidèle, et sur les risques de germanisation qui ne manqueront pas de resurgir quand la Tchécoslovaquie retrouvera la libre disposition de sa politique extérieure et de son économie. Ce jour-là, comme hier, l'alliance franco - tchécoslovaque sera le garant de l'équilibre européen.

La journée s'acheva par la visite de la Maison des Jeunes de Cernay. Les visiteurs ne cachèrent pas leur surprise et leur admiration. On compte, en effet, des villos de plusieurs centaines de milliers d'habitants qui n'offrent pas à leurs jeunes un cadre aussi engageant et des activités aussi intéressantes et diverses que cette commune de six mille âmes. Le Maire de Cernay souhaite que l'édifice et ses installations soient le cadre de rencontres entre jeunes Français et jeunes Tchécoslovaques; le projet est certainement réalisable car le Centre Universitaire Européen de Nancy accueille tous les ans un certain nombre d'étudiants tchécoslovaques - ils se sont manifestés de façon collective le 28 octobre dernier à Darnay pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'indépendance de leur pays - et il serait facile de prolonger leur séjour par une semaine à Cernay.

Ces 10 et 11 novembre 1968 ont été des journées fécondes dont il importe de consolider et de faire fructifier l'apport. Cernay doit conserver une place privilégiée dans notre cœur; puisse-t-elle servir d'exemple pour la création de sections locales de notre association dans d'autres hauts lieux de la Tchécoslovaquie en France...

REFLEXIONS DEVANT LES TOMBES DE CERNAY

Il n'y a plus d'indépendance tchécoslovaque depuis 1938. Si même le rideau de fer s'effondrait demain, il faudrait craindre que les effets conjugués du dynamisme allemand, du retard de l'économie tchécoslovaque, de l'appétit de consommation, si longtemps et durement frustré, et de la russophobie ne créent les conditions d'une germanisation accélérée des peuples tchèque et slovaque. A quoi bon, dès lors, le sacrifice de ces soldats ?

Cette question oblige à considérer de plus près l'injonction à laquelle ces combattants volontaires ont donné suite. C'est à l'appel de Masaryk qu'ils ont répondu, quittant leur foyer, leur travail, pour venir se battre et mourir en terre de France. Or Masaryk ne fut jamais nationaliste et, s'il s'est engagé dans l'action, ce fut beaucoup moins pour prononcer une indépendance qu'il savait inéluctable et qui se serait faite sans lui que pour veiller à ce que cette révolution débouche sur un nouvel humanisme plutôt que sur l'univers maudit d'un Dostoïevski. En 1913, Masaryk est l'intellectuel européen le mieux averti de tout ce qui se trame dans l'Empire tsariste. Il a pris la mesure des démons fourbissant leurs armes dans cet enfer. Il sait que la Russie est mûre pour une terrible entreprise suicidaire dont anarchistes et nihilistes sont les artisans les plus actifs. Mais il voit plus loin encore. Il sait que le mal russe n'est que la forme aiguë d'un mal humain, d'une crise générale de l'humanité. Il sait que le problème de l'homme moderne est le problème du suicide et que l'anéantissement de soi par soi peut revêtir les formes les plus diverses et les plus surnoises. Le nihilisme et l'anarchisme russes, la mystique de la révolution, tout comme le militarisme prussien, sont à ses yeux des variantes de cette rage d'autodestruction où il voit la maladie de l'homme moderne par excellence. La Révolution va venir, il le sait; les empires vont s'écrouler et leur ruine donnera le signal à une orgie suicidaire où la civilisation risque de sombrer corps et biens. Sa vocation à lui est de conduire l'inévitable révolution de son pays de façon à la préserver de la perversion nihiliste. Il lui fallait dès lors acquérir aux yeux de ses compatriotes un prestige tel que lui, Masaryk, incarnât l'Etat tchécoslovaque avant même que celui-ci ait commencé d'exister. Cette prétention n'était concevable qu'au prix de la constitution d'une armée tchécoslovaque combattant à l'étranger.

Les soldats qui reposent au cimetière de Cernay peuvent dormir en paix car leur sacrifice a permis la constitution d'un Etat dont l'histoire de l'Humanité peut être fière.

POUR QUI SONNE LE GLAS ?

Lors de sa rencontre avec le Général de Gaulle à Alger, Ed. Benas avait dit que l'U.R.S.S. ne pourrait digérer l'Europe centrale et orientale qu'en réglant aussi son compte à l'Europe occidentale. Les insubordonnés de Prague ne perdront l'espérance que si les Parisiens sont, eux aussi, sous la botte; il faut que ce pays de cocagne qu'est l'Allemagne fédérale rentre dans la grisaille et l'indigence socialiste car le spectacle de cette opulence interdite alimente de tenaces rancœurs. La logique de leur système impose aux hommes du Krenlin d'étendre leur empire jusqu'à l'Atlantique; à la longue, il n'est viable qu'à ce prix.

C'est de Prague, une fois de plus, que nous viennent les avertissements. Un dirigeant tchécoslovaque écrivait ainsi le 28 août 1968 au "Nouvel Observateur" (p.5) une longue lettre qui s'achève sur la mise en garde suivante, qui n'est pas sans rappeler celle de Jan Masaryk en 1938 après Munich: "Dites-vous bien que le glas ne sonne pas aujourd'hui pour la seule Tchécoslovaquie... De toute manière, bien des malheurs nous attendent, nous et vous" (N.O. du 2 septembre).

De notre côté la volonté de résistance est assoupie. Alfred Grosser, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, qui nous a souvent indisposés pour sa partialité à l'égard de l'Allemagne fédérale, écrivait, fin août, dans le "Monde" que notre presse est tout aussi esclave que la presse tchécoslovaque: là-bas, le journaliste est soumis à la censure de l'officier soviétique, ici il est soumis à celle du lecteur qui peut cesser d'acheter le journal et ainsi l'obliger à interrompre sa parution. Si des esprits comme Grosser en arrivent à ce degré de confusion, le désarmement moral de notre pays doit être considéré comme alarmant. Une note encourageante, malgré tout, dans cette marche funèbre: J.J. Servan Schreiber a retrouvé l'usage du mot juste pour fustiger ce qu'il appelle "le fantastique parallèle" d'Alfred Grosser (Express, 2-8 septembre 1968, p.13). Et de conclure: "Il serait rafraichissant que quelques professeurs tchèques viennent à la Sorbonne parler d'expérience sur les conditions de la liberté et quelques journalistes de Prague remettre un peu de bon sens dans tant de sophistication".

La honte d'Alfred Grosser a été parachevée par un lecteur pragois de l'Express qui écrit dans le numéro des 7-13 octobre, p.18: "Il est déchirant pour nous de lire ou d'entendre certains propos sur les "limitations" ou les "contraintes" auxquelles sont soumis, d'après ceux qui les tiennent, la presse française et, plus généralement, la presse dans les démocraties alors qu'elles nous paraissent nécessairement dérisoires. Si on ne savait pas que la France a subi dans la vie de cette génération le même sort que nous maintenant, nous dirions que les auteurs de tels propos ne savent pas de quoi ils parlent. Ivan Strup, Prague". Ces lignes méritent les honneurs de l'explication de texte. Observons d'abord que le correspondant pragois ne parle pas des démocraties occidentales mais des démocraties, ce qui revient à dire que seules les premières sont démocratiques et à stigmatiser l'imposture des démocraties populaires. En second lieu, Alfred Grosser a subi l'invasion allemande; il sait donc de quoi il parle. S'il n'est pas inconscient, qu'est-il donc? Telle est la question que nous remercions Ivan Strup de nous avoir posée.

Dans le wagon de l'Orient-Express qui nous conduisait de Prague à Paris à la fin de mars 1939, nous avions lié conversation avec une famille juive qui, comme nous, fuyait la marée nazie. Nous leur demandâmes quelle était leur destination; ils allaient aux Etats-Unis car, disaient-ils, Hitler ne mettrait pas longtemps à envahir le reste de l'Europe. Nous étions à la fois indignés et amusés: l'armée française n'était-elle pas la plus forte du monde? Le jeune philosophe pragois Ivan Svitak aurait demandé le droit d'asile aux Etats-Unis; il est singulier que ce spécialiste de Montaigne et de Diderot ne se soit pas établi en France où ses mérites eussent trouvé à s'employer. La "révolution" de mai lui a peut-être donné à réfléchir.

La solidité du banquier ouest-allemand est elle-même douteuse. Un des plus importants illustrés ouest-allemands, le "Stern", qui avait déjà attiré l'attention des anticommunistes les plus vigilants vient de se démasquer de façon éclatante. Pendant les premiers jours de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, le "Stern" a en effet diffusé le nu-

velle qu'un émetteur militaire d'Allemagne de l'Ouest avait diffusé le même programme qu'un émetteur tchèque "illégal". C'était corroborer la thèse fondamentale des Moscovites et de Ulbricht selon laquelle la démocratisation pragoise était téléguidée de Bonn. Le "Stern" a démenti rapidement mais le mal était fait: tous les émetteurs et les journaux communistes rediffusèrent cette nouvelle avec indication de la source occidentale (du démenti nulle mention). Nous ne prétendons pas que le "Stern" ait diffusé sciemment une information erronée. Nous prétendons simplement que pour reprendre à son compte sans vérification une nouvelle aussi surprenante, il faut souscrire à certains préjugés qui sont aussi ceux d'Ulbricht et de Breschnev. Gardons-nous de trop compter sur le rompart ouest-allemand: il est moins sûr qu'il y paraît. Il y a un bastion du communisme dans la presse de nos voisins. E.V.F.

LES RESPONSABILITES ANGLO-SAXONNES DANS LA BOLCHEVISATION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

La presse française a orchestré une vaste campagne pour faire croire à l'opinion que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne sont pour rien dans la satellisation de la Tchécoslovaquie. La manœuvre présente deux faces complémentaires.

On fait valoir d'une part que les accords de Yalta sont muets sur la Tchécoslovaquie et que, bien loin de reconnaître une quelconque zone d'influence à l'URSS, ils prescrivent au contraire aux armées victorieuses de faciliter l'organisation d'élections libres sur les territoires naguère occupés par l'Allemagne, afin que les populations puissent désormais décider librement de leur destin.

Or le contexte historique dans lequel cette prescription a été formulée fait de celle-ci une tartufferie; pis encore, un feu vert à l'impérialisme soviétique. En effet, à l'heure même où les négociateurs anglo-saxons rédigeaient ces pieuses recommandations, ils reconnaissaient pratiquement le gouvernement polonais de Lublin⁽¹⁾ acquis aux communistes, tout en sachant parfaitement que ce gouvernement n'était pas représentatif et qu'il céderait à une épuration sans merci à l'égard de toute opposition, même non comprise avec les nazis (intervention de Churchill en date du 6 février 1945). Ils renonçaient à s'assurer la moindre garantie quant au déroulement régulier des premières élections. Ils savaient, en outre, que la soviétisation de la Roumanie et de la Bulgarie était bien engagée. En Roumanie, sous les yeux de la commission de contrôle alliée, dont le membre américain ne cachait pas son étonnement, le Général Vinogradov, chef de la mission soviétique, avait interdit toute autre presse que communiste, fait passer la radio sous son contrôle et imposé des ministres communistes à l'Intérieur et à la Justice. Radescu, premier ministre, n'avait aucune police pour recueillir les renseignements et faire front aux manifestations dites de masses qui se multipliaient dans le pays. Il était attaqué à la radio, dont on lui interdisait l'accès, par ses ministres communistes qui allaient jusqu'à exiger sa démission. En Bulgarie, même tableau mais plus sanglant. Quant aux Etats baltes, ils n'existaient plus bien qu'à la Conférence de Téhéran (fin 1943) Staline ait donné l'assurance que les populations seraient consultées. Bref, au moment de la Conférence de Yalta, les Anglo-Saxons savent par expérience que tout territoire libéré par l'Armée rouge perd ipso facto son droit à l'autodétermination. Dans ces conditions, accepter d'être les cosignataires d'un document par lequel l'URSS s'engageait à organiser des élections libres sur les territoires étrangers occupés par ses soldats sans exiger d'elle la moindre garantie ou possibilité de contrôle, c'était en pratique laisser carte blanche à l'URSS en Europe centrale et orientale. Nous nous trouvons en présence du cas type d'un texte auquel la situation confère un sens rigoureusement inverse de son sens apparent et littéral.

On comprend fort bien que Churchill, dans ses "Mémoires", tienne à persuader l'opinion qu'aucun accord antérieur n'empêchait Eisenhower d'occuper Prague si bon lui semblait. Mais comment expliquer alors que l'URSS ait réussi à obtenir de l'aviation anglo-saxonne qu'elle renonce à parachuter du ravitaillement et des médicaments aux insurgés slovaques en août 1944 ? N'était-ce pas l'effet des négociations de Téhéran ?

(1) Sur ce point comme sur un certain nombre d'autres visés ci-dessous, se reporter à A. Conto, Yalta ou le partage du monde, Laffont 1964 (pp. 336, 298, 146, 148).

Staline songeait au partage de l'Europe dès les heures les plus noires de l'opération Barbarousse, c'est à dire à l'époque où la Wehrmacht se battait aux portes de Moscou: "Alors que son existence même était en péril, le gouvernement des Soviets semblait plus désireux de discuter de la question des futures frontières et des zones d'influence que de négocier la livraison des armements" rapporte Eden à son retour de Moscou⁽¹⁾. Dès l'année suivante (1942), les dirigeants communistes des pays de l'Est se trouvant en exil à Moscou furent chargés d'élaborer des plans pour l'implantation du "socialisme" dans leur pays, par le biais du "front populaire"⁽²⁾. Roosevelt lui-même était prêt à faire litière du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes là où ses intérêts semblaient le lui commander. Informé de la résistance des Polonais de Londres à l'adoption de la ligne Curzon comme frontière orientale de la Pologne, il décida qu'"après tout, il appartenait aux grandes puissances de décider ce qui serait attribué à la Pologne"⁽¹⁾.

Le second axe d'effort de la manœuvre déployée par la presse française a pour cible Benes. L'honnête Etat tchécoslovaque aurait eu l'ingénuité de faire confiance à Staline. Avouglé par sa russophilie, il aurait sollicité le protectorat de l'URSS dans la certitude que celle-ci respecterait l'indépendance de son pays. Or tout ce que nous savons de la politique de Benes pendant la 1ère République nous montre qu'il avait pleine conscience du péril bolchévique. Lui a-t-on assez amèrement reproché de n'avoir rien fait pour provoquer l'intervention soviétique en 1938 et d'avoir préféré l'occupation par la Wehrmacht à la libération par l'Armée rouge ? En réalité, Benes avait le choix entre deux formules: celle qu'il a retenue et une autre, beaucoup plus léonine, consistant à attribuer le nord de la Bohême à la future RDA (Allemagne de l'Est), Teschen à la Pologne et la Slovaquie à la Hongrie ou à l'Ukraine. "Regardez donc la carte", dit-il au Général de Gaulle⁽²⁾, voici la région des Sudètes qui devra être reprise aux Allemands. Voilà Teschen que convoitent les Polonais. Voici la Slovaquie que les Hongrois rêvent de recouvrer et où Mgr Tisza a formé un gouvernement séparatiste. Or demain l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie seront sous la tutelle des Soviets. Que ceux-ci viennent à épouser les querelles de celles-là, c'est le dénombrement certain. Vous le voyez, l'alliance russe est pour nous un impératif catégorique". Ce témoignage est capital car non seule ment il montre l'étroite marge de manœuvre dont disposait alors (1943) la politique tchécoslovaque mais encore il atteste que Benes avait pleine conscience du sort qui attendait les territoires libérés par l'URSS. La Pologne, dit-il, sera sous tutelle soviétique. Or elle se trouvait, au même titre que la Tchécoslovaquie - et même à meilleur titre que celle-ci - dans le camp des vainqueurs de 1945. Par quel miracle la Tchécoslovaquie aurait-elle pu échapper à un semblable assujettissement ? Cet aveu marginal annule tous les propos que Benes a tenus par ailleurs pour se porter garant de la loyauté de Staline: il n'était pas libre de ne pas les tenir.

On objectera: que n'a-t-il recherché l'amitié américaine ? Là encore son regard était beaucoup plus clairvoyant que celui de la plupart des contemporains. "Roosevelt", confia-t-il au Général de Gaulle, "ne pense qu'à s'arranger avec Staline et, après la victoire, renvoyer ses troupes au plus tôt". Quant à Churchill, dit-il encore, "il se satisfera d'une ligne de défense sur le Rhin et les Alpes et, une fois cette ligne acquise, rien ne le passionnera, excepté la Méditerranée"⁽³⁾. Connaissant comme il les connaît les dispositions démissionnaires des Occidentaux, Benes ne peut assigner à sa politique qu'un objectif des plus modestes: assurer la survie de la nation tchécoslovaque, c'est à dire empêcher le dénombrement. De décembre 1943 (Traité d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle, signé à Moscou entre Benes et Staline) au 26 août 1968 (Compromis de Moscou), la continuité est rectiligne. Le communisme est une catastrophe à laquelle il faut survivre.

E. V. FAUCHER

(1) Cité par Fr. Fejtö, Histoire des démocraties populaires, Seuil 1952, pp. 43, 44, 46.

(2) Cité par A. Conte, op. cit. p. 138 sq.

(3) A. Conte, op. cit., p. 139. Roosevelt était prêt à payer n'importe quel prix pour obtenir l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon et l'adhésion de Staline au principe de l'ONU. Et Churchill songeait avant tout à préserver l'Empire.

A L'INSTITUT D'ETUDES SLAVES

L'Institut d'études slaves - fondé par Ernest Denis et actuellement présidé par M. Roger Portal, professeur à la Sorbonne - a organisé, les 16, 17 et 18 décembre, à l'occasion du 50ème anniversaire de la République tchécoslovaque, un colloque historique auquel ont participé, entre autres personnalités universitaires tchécoslovaques, MM. Milan Jelinek, vice-recteur de l'Université de Brno, et Josef Palisensky, professeur à l'Université de Prague.

La conférence inaugurale a été prononcée par M. Victor Tapié, professeur à la Sorbonne, et consacrée à T.G. MASARYK. Le conférencier a particulièrement mis en lumière le courage de celui qui devait devenir, en 1918, le premier Président de la République et qui n'a jamais eu peur des traditions ni des préjugés non plus que des majorités; il a également souligné le fait que son idéalisme à base religieuse ne l'a jamais empêché de raisonner sur des bases concrètes. Il n'a pas manqué de marquer la distinction entre l'idée de Nation - qui était le centre de la pensée masarykienne - et la notion d'Etat et il a présenté le Président Libérateur comme un "Tchécoslovaque" au sens plein du mot. Dans la dernière partie de son exposé, M. Tapié a parlé du socialisme de Masaryk - à ne pas confondre avec le marxisme - encore que la critique de Marx lui parût juste dans l'ensemble - et rappelé, par une ou deux anecdotes, que Masaryk souhaitait un prolétariat instruit.

A LIRE

- x L'histoire de la Tchécoslovaquie, de P. BONVOURE (Collection "Que sais-je ?")
- x Démocraties populaires, de Laszlo NAGY (Arthaud)
- x La Tchécoslovaquie, de Dominique GRAMMONT (Rencontres; Collection L'Atlas de voyages)
- x Prague. L'été des tanks (Tchou)
- x Les dossiers de l'Europe de l'Est (Marabout Université, 2 tomes)
- x La liberté en sursis, Prague 1968, de Roger GARAUDY (Fayard)
- x Prague, la révolution étouffée. Janvier - août 1968, de Michel SALMON (R. Laffont)

NOUVELLES BREVES

- Dans sa réunion du 27 octobre, le Comité directeur de notre association avait adopté le principe d'un don en espèces au Comité de soutien au peuple tchécoslovaque. Deux versements ont déjà été faits, en novembre et en décembre, accompagnés du vœu que les sommes attribuées soient affectées en priorité à l'aide de jeunes Tchécoslovaques en difficultés, étudiants et étudiantes notamment.

- Plusieurs membres du Comité directeur ont représenté l'Amitié franco-tchécoslovaque à la messe célébrée, le 1er décembre, en l'Eglise Saint-Louis des Invalides à l'intention des morts de l'Armée d'Orient et de leur chef, le Maréchal Franchot d'Espèrey et en souvenir de la victoire de 1918.

DEUX CITATIONS

x De E. Goldstücker, membre du Parti communiste tchécoslovaque : "Le but atteint n'est rien d'autre qu'une récapitulation des moyens employés pour son obtention. Si j'utilise des moyens qui ne sont pas compatibles avec mon idéal, j'aboutirai ailleurs que là où je voulais aller."

x De M. Kundera, écrivain communiste tchécoslovaque : "Les intellectuels de l'ouest peuvent s'amuser à se nier eux-mêmes, à détruire et piétiner en paroles les jardins séculaires de leur culture. Nous, nous savons expérimentalement ce que c'est que d'être niés, piétinés, détruits."